

LE MUR D'INTEGRITE

Comment renforcer l'INTEGRITE dans le secteur de l'eau

TRANSPARENCE	REDEVABILITE	PARTICIPATION	ANTI-CORRUPTION
<p>Renforcer les lois et processus pour le droit à l'information</p> <p>Mener des recherches sur l'ampleur de la corruption et les dégâts socio-économiques qu'elle cause</p>	<p>Clarifier les responsabilités dans les systèmes de gouvernance et de financement</p> <p>Développer les capacités du secteur pour faire respecter les droits de l'Homme et atteindre les cibles des ODD</p>	<p>Tenir compte de façon équitable des intérêts des intervenants dans l'élaboration de politiques et législations</p> <p>S'assurer de la participation de la société civile, du secteur privé et des groupes marginalisés</p>	<p>Renforcer le rôle des organismes de réglementation et des systèmes judiciaires</p> <p>Légiférer pour rendre obligatoire la transparence et la participation</p>
<ul style="list-style-type: none"> + Publier les propositions et programmes dans des formats accessibles + Développer le plaidoyer et encourager la couverture par les médias + Combiner les outils et les adapter au contextes locaux + Publier les résultats de la recherche sur la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> + Effectuer un audit des finances et publier les résultats + Développer des mécanismes formels et informels de suivi + Encourager et protéger les lanceurs d'alerte + Promouvoir la culture du service public et sanctionner les infractions 	<ul style="list-style-type: none"> + Développer les systèmes de réclamation comprenant des « boucles de rétroaction » + Inclure les associations des usagers de l'eau dans la prise de décisions + Renforcer les capacités des parties prenantes à s'impliquer + Pallier les disparités entre les sexes 	<ul style="list-style-type: none"> + Etablir des liens et agir en commun avec les institutions de lutte contre la corruption + Intégrer dans la législation le droit à l'eau et à l'assainissement + Tolérance zéro pour la corruption : personne n'est au dessus de la loi + Publier des règles relatives aux conflits d'intérêts

THE INTEGRITY WALL

How to strengthen INTEGRITY in the water sector

TRANSPARENCY	ACCOUNTABILITY	PARTICIPATION	ANTI-CORRUPTION
<p>Strengthen 'right to information' laws and processes</p> <p>Research extent of corruption and social and economic damage</p>	<p>Clarify lines of responsibility in governance and funding systems</p> <p>Build sector capacity to deliver on human rights and SDG targets</p>	<p>Balance stakeholder interests in policy-making and legislation</p> <p>Ensure places at table for civil society, private sector and excluded groups</p>	<p>Strengthen role of regulators and justice systems</p> <p>Legislate to make participation and transparency mandatory</p>
<ul style="list-style-type: none"> + Publish proposals and plans in accessible formats + Develop advocacy and encourage media reporting + Combine tools and adapt to local context + Publish research findings on corruption 	<ul style="list-style-type: none"> + Audit finances and make results public + Develop formal and informal monitoring + Encourage and protect whistleblowers + Promote culture of public service and punish abuses 	<ul style="list-style-type: none"> + Develop complaints systems with feedback loops + Include water user associations in decision-making + Build capacities for stakeholder involvement + Address gender disparities 	<ul style="list-style-type: none"> + Build links and joint action with anti-corruption bodies + Legislate to recognize human rights to water and sanitation + Zero tolerance for corruption: nobody above the law + Publish 'conflict of interest' rules